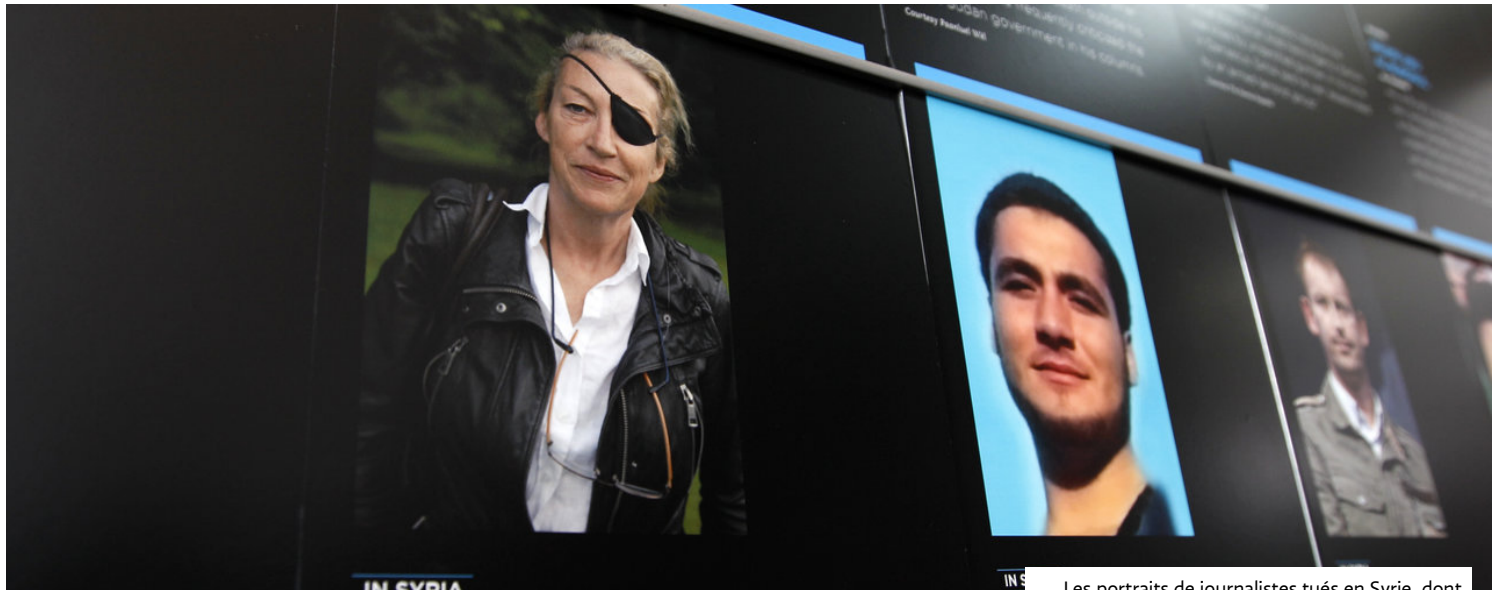


LE TEMPS



Les portraits de journalistes tués en Syrie, dont l'Américaine Marie Colvin.
© Jose Luis Magana/AP Photo

MÉDIAS

Comment le régime syrien a assassiné des journalistes occidentaux

Damas est visé par une plainte aux Etats-Unis de la famille de la journaliste Marie Colvin, tuée en février 2012 dans le bombardement d'un centre pour les médias à Homs. «Le Temps» a eu accès au dossier qui démontre la responsabilité du clan Assad dans la planification minutieuse de cette attaque

6 minutes de lecture

◆ Proche-Orient ◆ Justice ◆ Etats-Unis

Antoine Harari

Publié mardi 10 avril 2018 à 14:26, modifié mercredi 11 avril 2018 à 10:06.

Homs, le 22 février 2012. La guerre civile syrienne fait rage dans la «capitale de la révolution» et le clan du président Bachar el-Assad est prêt à tout pour écraser la rébellion. Aux alentours de 09h30, le centre de média clandestin du quartier de Baba Amr est **éprouvé** par des missiles à tête **×**

de vingt minutes. Aux côtés de plusieurs activistes syriens, deux journalistes occidentaux y perdront la vie, la correspondante de guerre Marie Colvin et le photographe Rémi Ochlik.

Présente durant cette attaque, la journaliste française Edith Bouvier aura la jambe fracturée. Avec Daniel Williams, un photographe français qui l'accompagnait, elle sera miraculeusement exfiltrée quelques semaines plus tard. A la suite de l'attaque de Baba Amr, de nombreux médias décident de ne plus dépêcher d'envoyés spéciaux sur place, refusant d'envoyer leurs journalistes à l'abattoir. La Syrie devient un trou noir médiatique et les batailles suivantes se déroulent à huis clos.

Lire aussi: En Syrie, une guerre presque mondiale

Les dénégations de Bachar el-Assad

Convaincu que cette attaque ne devait rien au hasard, la sœur de Marie Colvin a porté plainte en juillet 2016 aux Etats-Unis contre le régime syrien. Interrogé à ce moment-là, Bachar el-Assad conteste toute responsabilité et déclare que «les forces armées ne savaient pas». Une déclaration balayée par la multitude de documents et de preuves que le CJA (Center for Justice and Accountability), une organisation non gouvernementale basée à San Francisco a récolté, et auxquels *Le Temps* a eu accès.

Le dossier se base notamment sur le témoignage d'un ancien gradé du renseignement syrien surnommé «Ulysse» – aujourd'hui réfugié en Europe sous une autre identité. Il nous apprend que quelques minutes après l'attaque, alors que la confirmation de la mort de la journaliste américaine lui parvient, Rafiq Shahadah, l'un des généraux de l'état-major syrien responsable de l'opération militaire à Homs, exulte: «Nous avons abattu cette chienne. Voyons voir ce que les Américains pourront faire pour l'aider maintenant.»

Plan contre les journalistes étrangers

Encore articles gratuits à lire

Les deux journalistes n'étaient pas les premiers visés par le régime syrien. Dans un rapport confidentiel fourni par «Ulysse», on découvre que dès la mi-décembre 2011, le chef des services de renseignement Ali Mamlouk, est informé que des journalistes étrangers ont débarqué à l'aéroport de Beyrouth avec l'intention de se rendre clandestinement en Syrie. Furieux, il envoie une note demandant «de les capturer par tous les moyens possibles».

Déterminé à imposer sa version des faits, le clan Assad est prêt à tout. Il engage plusieurs criminels de droit commun comme un certain Khaled al Fares au sein d'une *task force* destinée à attaquer les médias étrangers. Au moyen de véhicules et de matériel électronique spécialisés, le régime tente d'intercepter leurs communications. Objectif: trouver l'emplacement du centre de médias dans le quartier de Baba Amr.

La mort de Gilles Jacquier

En effet, depuis le début de la guerre, Bashar el-Assad accuse les journalistes occidentaux de mener une «guerre psychologique» et compare les journaux américains comme le *New York Times* et le *Washington Post* à des «médias terroristes». Dans un autre rapport destiné aux membres des services de renseignement syriens, on peut lire que le bureau national pour la sécurité avait décidé de «lancer une campagne militaire» contre ceux qui «salissent l'image de la Syrie dans les médias étrangers et les organisations internationales».

n Assad sera très probablement condamné à des millions

llars de dommage et intérêts »

Gilmore, avocat américain

Encore articles gratuits à lire

Une mission qui est confiée au major général Rafiq Shahadah. Début janvier 2012, alors qu'une délégation d'observateurs de la Ligue arabe effectue une visite de la ville d'Homs, le régime décide de simuler une attaque contre une manifestation pro-régime. Afin de diaboliser l'opposition syrienne, les services secrets font appel à Wael Salamah, lui aussi criminel de droit commun. Ce dernier sera responsable de la mort d'un autre journaliste français présent ce jour-là, le reporter Gilles Jacquier.

La promotion des responsables

Wael Salameh se chargera d'empêcher le reporter de France 2 d'accéder à des soins en l'embarquant dans un taxi au lieu d'une ambulance après que ce dernier a été visé par un tir de mortier le 11 janvier 2012. Alors que les combats à Homs deviennent toujours plus violents, les visas de journalistes se restreignent. Toujours durant la visite de la Ligue arabe, le ministre de l'Intérieur, Assef Chaoukat déclare à l'un des membres de la délégation de la Ligue arabe: «Chaque journaliste qui entre à Baba Amr sans l'autorisation de l'Etat est un terroriste pour nous.»

Notre compte rendu au moment des faits: Mort de Gilles Jacquier: un guet-apens de Damas?

A peine la délégation de la Ligue arabe repartie, le régime bombarde Homs de plus belle. Obsédé par les informations diffusées par le centre de média de Baba Amr qui contredisent la version officielle du régime, celui-ci devient la priorité des services de renseignement syrien. Apprenant qu'un premier groupe de journaliste de CNN et de la BBC tente de retourner à Beyrouth, Damas bombarde un tunnel entre Homs et la frontière libanaise. Miraculeusement, les journalistes parviennent à s'échapper. Lorsqu'on l'informe que son opération a échoué, Rafiq Shahadah est fou de rage.

Marie Colvin et Rémi Ochlik, deux reporters de guerre très expérimentés, sont prêts à tout pour documenter les exactions du régime syrien sur la population civile. Ils débarquent clandestinement en Syrie. Pendant ce temps, les efforts du régime pour dénicher la cachette des journalistes occidentaux

Encore articles gratuits à lire

s'intensifient. C'est à la mi-février que la chance tourne. Une informatrice donne le nom de la rue et du propriétaire de l'immeuble qui abrite le centre des médias. Le régime découvre qu'une transmission satellitaire y a eu lieu le soir d'avant. Le 22 février au matin, l'armée syrienne bombarde le bâtiment. Ce succès militaire vaudra une promotion à Rafiq Shahadah, aujourd'hui directeur des renseignements généraux. Khaled Al Fares recevra lui une Hyundai neuve.

«Assécher financièrement le régime syrien»

Le cas porté par les proches de Marie Colvin auprès de la justice américaine devrait être jugé en l'absence de défense de la part du gouvernement syrien. Avocat responsable de l'affaire, l'américain Scott Gilmore explique la spécificité de cette procédure et conteste son côté purement symbolique: «Contrairement aux poursuites qui ont été ouvertes en Allemagne, en France ou en Espagne, cette plainte ne vise pas des individus en particulier, mais bien le régime lui-même. Le clan Assad sera très probablement condamné à des millions de dollars de dommage et intérêts.»

Citant le cas de l'Iran après la prise d'otage de l'ambassade américaine lors de la révolution islamique de 1979, Scott Gilmore estime qu'il est probable que des biens syriens soient saisis par la justice américaine dans les mois qui suivront le jugement. «Dans le cas de l'Iran, une tour appartenant à une banque étatique à New York avait été saisie par la justice américaine.» Il ajoute: «Notre but est de révéler la vérité mais aussi d'assécher financièrement ce régime criminel. Chaque dollar qui lui est retiré réduit sa capacité de nuire.»

Encore **articles gratuits à lire**